VII

Éthique et culture

Les textes que nous donnons dans ce chapitre n'expriment pas des idées, à proprement parler, politiques ; mais nous les jugeons indispensables pour compléter l'image de ceux qui se sont réclamés du syndicalisme révolutionnaire. Au-delà justement des positions politiques, mais pouvant servir comme éléments d'explication de leur idéologie on trouve l'optimisme d'hommes naïvement confiants dans la nature humaine et les perfectionnements que l'éducation va lui apporter. Héritiers des valeurs qu'ils croyaient réprouver c'étaient des puritains, imbus de vérités après tout chrétiennes, sinon bourgeoises. « Ni vin, ni femmes, ni tabac », lisait-on parfois dans les locaux des Jeunesses communistes, vers 1923. On avait là des attardés du syndicalisme révolutionnaire.
La guerre a finalement fait naître de rudes enseignements comme le bolchevisme ou le surréalisme qui firent table rase d'une doctrine où la violence était maternelle et se justifiait par des fadaises. Il est vrai que, sauf de rares exceptions, comme celle de la bande à Bonnot, ceux des anarchistes qui condamnaient le syndicalisme comme une dégénérescence étaient eux-mêmes remplis d'excellents sentiments.

1. Bourses du Travail et enseignement

Les Bourses du Travail classent l'enseignement parmi les divers moyens de *l'action directe*. Pour la classe ouvrière, l'instruction

reste, comme sous le Second Empire, un facteur essentiel de l'émancipation. Le texte suivant donne une idée de ce que pouvait être l'orientation de base de cette éducation. La liste donnée par Delesalle est loin d'être complète, elle aurait dû en tout cas contenir les œuvres du philosophe Guyau, notamment : *L'Irréligion de l'Avenir* et *Esquisse d'une morale sans obligation ni sanction.*

Dans le *Service de l'enseignement* créé par les Bourses du Travail, vient tout naturellement en première ligne celui des *Bibliothèques*. La plupart des Bourses, sinon toutes, ont apporté un soin tout particulier à leur développement. Il n'y en a pas une qui n'ait sa bibliothèque. C'est que le besoin de savoir, de s'instruire, est grand dans la classe ouvrière et parmi ses militants surtout. La Bourse du Travail, disent les statuts de ces groupements, « a pour but de concourir au progrès moral et matériel des travailleurs des deux sexes ».

C'est en s'instruisant que les travailleurs peuvent parvenir à être en mesure de s'assurer eux-mêmes et par eux-mêmes leur émancipation, à être aptes enfin à remplir leurs multiples fonctions. Et ce n'est pas une mince besogne, si l'on songe qu'un secrétaire de Syndicat ou de Bourse doit être un peu orateur, journaliste, qu'il lui faut rédiger des procès-verbaux, des rapports, etc., etc. De là, la nécessité pour les travailleurs de compléter l'insuffisante instruction reçue à l'école primaire, qu'ils ont dû quitter à douze ou treize ans au plus, pour apprendre le métier qui devra les faire vivre plus tard.

Certes, les bibliothèques des Bourses sont encore bien imparfaites, certaines ne possèdent guère plus de 3 à 400 volumes, mais d'année en année le nombre de ceux-ci va en augmentant. C'est que, dans la plupart des Bourses, un léger subside, 100 ou 200 francs généralement, est prélevé chaque année sur l'ensemble du budget pour enrichir la bibliothèque. Bourges, Orléans, Saint-Quentin, etc., possèdent déjà, par ce moyen, plusieurs milliers de volumes.

La composition de ces bibliothèques est variée, les ouvrages techniques et scientifiques se rapportant aux principaux corps de métiers qui ont leur siège à la Bourse y voisinent

avec les œuvres des écrivains et penseurs sociaux. *L'Origine des espèces*, de Darwin, y coudoie *Le Capital*, de Karl Marx. Les œuvres de penseurs socialistes et anarchistes y sont lues avec avidité. C'est que les travailleurs sentent bien la critique que font de la société des hommes comme Guesde, Sorel ou Kropotkine. Parmi les romanciers et les littérateurs contemporains Émile Zola et Anatole France sont les plus prisés. Les œuvres de Lamennais, Volney[1], J.-J. Rousseau, etc., etc., y voisinent avec *L'Individu contre l'État* de Spencer et *L'Origine de tous les cultes* de Dupuis[2].

Et ces ouvrages, dont quelques-uns sont ardus pour un ouvrier qui vient de passer dix ou douze heures à l'usine, sont lus et relus, les couvertures fatiguées l'attestent.

A la lecture sur place, un nombre de Bourses chaque jour plus grand ont adjoint le système du « prêt à domicile ». Bourges, Montpellier, Perpignan, etc., sont dans ce cas.

La composition des bibliothèques ouvrières pourrait en apprendre long à certains et modifier bien des opinions.

Aux bibliothèques, Pelloutier avait formé le projet de voir s'adjoindre dans chaque Bourse un « Musée social » où chaque corps de métier aurait exposé des échantillons de sa production en y adjoignant des renseignements techniques, le prix de la matière première et de la main-d'œuvre, l'origine des produits, etc., etc. Quelques Bourses exposent bien par-ci par-là des « chefs-d'œuvre » d'un adhérent ou d'un groupe d'adhérents, mais jusqu'à ce jour l'idée de Pelloutier ne s'est pas généralisée, non plus que les *Offices de renseignements* destinés à renseigner les travailleurs sur l'origine, les modes de production, etc., des produits qu'ils peuvent être appelés à ouvrer.

Ces idées intéressantes seront reprises et appliquées dans un avenir prochain à n'en pas douter car « à chaque jour suffit sa peine » et beaucoup de Bourses n'ont pas dix ans d'existence.

---

1. *Le Livre du peuple* de Lamennais et *Les Ruines* de Volney.
2. Ouvrage écrit vers 1780 et publié sous la Révolution. L'auteur veut démontrer que toutes les religions sont des mythes solaires.

Un autre service important qui entre dans le cadre de l'enseignement est celui des *Cours professionnels*. Pas de Bourse tant soit peu importante qui n'en ait institué suivant les industries locales. Les cours de dessin industriel, de mécanique, menuiserie, charpente, sont les plus répandus ; les jeunes apprentis devenus ouvriers auront plus tard à « lire » sur un plan les détails du travail à exécuter. Apprendre à dresser soi-même ces plans, n'est-ce pas la meilleure façon de les exécuter ensuite ?

Dans les milieux de tissage, à Saint-Quentin, à Lille par exemple, des cours sur cette industrie sont institués et ont chaque année un auditoire attentif. A Saint-Étienne, à Toulouse, à Marseille, il y a des cours de menuiserie, ébénisterie, mécanique, typographie, carosserie, coiffure, charpente, etc., etc.

Les cours d'ordre technique sont généralement faits par un ouvrier rompu à son métier, considéré par ses camarades comme la « meilleure main » de la corporation, et quelquefois une légère allocation vient le récompenser du supplément de labeur qu'il s'est imposé, sa journée terminée. Dans quelques grandes villes, les cours de dessin sont faits par les professeurs spéciaux des écoles primaires, voire des collèges ou lycées.

L'année scolaire, qui va d'octobre à fin juin, est généralement terminée par une distribution de récompenses aux élèves qui se sont montrés les plus studieux et les plus assidus.

En ces derniers temps, l'on a beaucoup écrit et parlé — un peu à tort et à travers — d'une prétendue « crise de l'apprentissage ». Il ne nous appartient pas ici de traiter cette question, mais il est curieux de constater que ceux qui déplorent le plus cette « crise » n'ont presque jamais tourné les yeux vers les Bourses du Travail et leurs cours professionnels, cependant si remarquables à bien des points de vue.

A ces cours, purement professionnels dans quelques Bourses, l'on a adjoint des cours ou conférences sur des sujets donnés, scientifiques ou littéraires.

A la suite d'une crise que tout le monde se rappelle, quelques bourgeois avaient pris « l'héroïque » détermination « d'aller au peuple », et les *Universités populaires* en avaient

été le résultat. Dans quelques villes, Rennes, Le Mans, etc., les U.P., comme l'on disait, avaient leur siège dans les locaux de la Bourse. La rude logique des travailleurs a sans doute effrayé les bourgeois intellectuels venus à eux, car ceux-ci s'en sont, après très peu d'années d'expérience, retournés défendre leur classe « de l'autre côté de la barricade »[1].

Dans de nombreuses Bourses, les cours, causeries, conférences n'en continuent pas moins avec le concours d'orateurs ou de conférenciers locaux ou de passage.

C'est que le désir de savoir plus pour être plus fort est grand dans la classe ouvrière.

P. DELESALLE, *Les Bourses du Travail et la C.G.T.*, Paris, M. Rivière, s. d. [1909], pp. 27-31.

2. Réflexions sur l'éducation

Extrême diversité des syndicalistes révolutionnaires ! Tout comme Yvetot, Albert Thierry en est un, mais s'il intitule l'une de ses *Nouvelles de Voves* : « L'action directe en pédagogie », il n'y préconise rien de plus dangereux que ce que l'on a nommé depuis *les méthodes nouvelles* (*La Vie ouvrière*, décembre 1909). Surtout il réprouve le sabotage, comme Sorel. Et comme le réformiste Keufer, il est patriote et récuse la violence : « Ayant voyagé, ayant séjourné en Allemagne et en Autriche, je confesse que je suis patriote, et je sais ce que je dis : j'aime avec un grand respect, avec une grande piété, la langue française. Et la France aussi. » *(Nouvelles de Voves*, janvier 1909.) Pédagogue et moraliste, ce professeur d'École normale eut une grande influence sinon sur beaucoup d'ouvriers, du moins sur les instituteurs et sur les militants instruits. Sa réaction à la curée postdreyfusienne fut d'enseigner et, pour lui-même, de pratiquer une éthique du *refus de parvenir*. Une telle morale était, par sa nature, ouvriériste.

---

1. Les Universités populaires du début du siècle furent en effet un échec, mais les professeurs dreyfusards des lycées de province qui sont ici mis en cause étaient désintéressés, quoique parfois maladroits.

L'ÉCOLE ET LA RÉVOLUTION

I. — *Position du sujet*

Si je vous demandais simplement quel rôle joueraient les écoliers (notre cher Gavroche excepté, mais il ne faisait que l'école buissonnière) sur les barricades ou dans la grève générale, j'espère que vous ririez : et notre bavardage s'en trouverait éclairci.

Évidemment ce sera aux hommes, et non pas aux enfants, à faire la révolution si elle arrive. Et s'ils la font, ils n'y emploieront pas, je suppose, la sagesse de l'ardoise ni l'énergie du bout de craie, mais bien cette force, cette pensée viriles qu'ils auront acquises, après l'école, dans l'exercice du travail, dans la rumination de l'expérience.

La puissance de l'éducateur est limitée : aussi bien parce que l'intelligence de ses élèves est trop ouverte que parce que leur mémoire et leur volonté sont trop courtes. Aussi s'abuserait-il fort s'il pensait, du haut de sa chaire, déterminer la politique que feront dix ans plus tard ses petits garçons. Mais n'a-t-il pas, avec une distribution, une organisation anticipées du travail et de l'expérience à venir, les moyens de préparer les voies où cette intelligence, cette mémoire, cette volonté s'engageront pour rencontrer plus tard la vérité, la passion, la vertu révolutionnaires ?

Du moins, tout le monde l'affirme. (D'ailleurs les réactionnaires aussi attribuent à leurs éducateurs un pouvoir réactionnaire.) Je me réserve, excusez-m'en, d'analyser plus tard cette croyance et de discerner où elle est fondée. Provisoirement, je l'accepte.

Encore faut-il rechercher tout de suite comment elle nous mène (nous éducateurs et vous agitateurs) : — par quel savoir, et à quelle action.

V. — *Telle Révolution, telle Éducation*

De trois choses l'une :

— Ou vous appellerez Révolution une émeute politique moins que rien, un tumulte d'un jour, grandiose et criard,

glorieux, superficiel, et qui le lendemain laissera la même vie (ou pire) recommencer avec les mêmes hommes (ou pires) : — et je n'ai rien à dire, ces révolutionnaires-là n'ayant pas besoin d'éducation.

— Ou vous appellerez Révolution une théorie sociale, pas grand-chose ; une doctrine et un dogme, syndicalistes si vous voulez ; et Révolutionnaires tous ceux qui achèteront cette petite société de poche : — et je me tairai encore, car ces fanatiques-là, l'éducation dont ils ont besoin, ils ne peuvent pas la recevoir dans une école de liberté.

— Ou enfin vous appellerez Révolution une invention plus étonnante que la machine à vapeur ; une organisation technique, intellectuelle, morale du travail sur la terre, vous essayerez de la commencer aujourd'hui dans l'école, dans l'atelier, dans le syndicat, avec la collaboration constante des travailleurs ; — et alors j'estime que les écoliers et les apprentis peuvent vous aider.

Et leurs maîtres aussi.

Février 1912.
Albert Thierry, *La Vie ouvrière*, nº 61, 5 avril 1912.

Principe d'une éducation syndicaliste

I. — *Définition*

Une éducation sera syndicaliste, a-t-on dit cinquante fois, — qui premièrement élèvera les enfants pour la production, — qui secondement adaptera les programmes et les méthodes de l'enseignement aux besoins de la classe ouvrière.

Voilà deux principes, qui n'en font qu'un.

Car le besoin propre de la classe ouvrière, c'est de produire ; — et cela de telle sorte qu'elle puisse un jour ou l'autre assumer seule, enfin, cette charge d'organiser le travail, pour quoi les capitalistes, les fonctionnaires et les intellectuels ont été jusqu'ici trop bien rétribués ; — et au-delà celle d'instituer, en réabsorbant les autres classes,

une société libre où chaque ordre d'industrie élèvera spontanément une administration, une science et des arts.

Je l'ai dit : l'école peut participer à ce grand effort. Dès que l'éducation, contrairement à l'abstraction bourgeoise, devient un degré de la production même, sa passivité a cessé ; elle réclame un rôle actif dans la civilisation générale.

VI. — *La production et la culture*

Mais halte !

L'éducation primaire, d'abord, on ne l'a jamais appelée une éducation, mais un enseignement. Encore n'y avait-on mis que le rudiment : « *non pas,* a dit je ne sais plus qui (c'est Gréard ou Ferry), *non pas ce que chacun devrait savoir, mais ce que personne ne doit ignorer* ; » — cette éducation qu'il faut bien « pour le peuple » ; une culture en solde, riche occasion, un peu défraîchie à l'étalage, le classicisme du pauvre ; enfin quelque chose qui fût bien assez bon pour ces sales primaires.

Quant aux bourgeois, eux se réclament d'une plus riche tradition. « Le royaume, disait l'Ancien Régime, se compose de trois ordres et d'un peuple. » Par un artifice de synthèse, nous avons décidé de confondre dans la seule bourgeoisie le clergé, la noblesse évincée et le tiers-état triomphant ; mais le royaume se compose toujours d'un ordre et d'un peuple. Et cet ordre reçoit encore l'éducation que ces ordres reçurent ; et avec modestie et comme si le bourgeois c'était l'homme, il l'appelle une éducation par *les humanités.*

Or je ne méprise point les humanités ; j'ai même l'intention, impertinente pour plusieurs raisons, de démontrer plus tard que leur succès autorise ma thèse, autrement dit que leur grandeur est au fond dans leur utilité et dans leur technique. Mais j'avoue que l'éducation secondaire du prolétariat, telle que je la définis ici, professionnelle et syndicale, refuse d'être une éducation par les humanités, tâchant de devenir au contraire une éducation par les *spécialités.*

Ici moralistes et philosophes demandent la parole.

L'éducation du peuple sera utilitaire ; l'éducation de la bourgeoisie était désintéressée (il y paraît) ; — le fils d'ouvrier, qu'il ait étudié (vous m'aiderez à préciser cela), le maniement des outils, la nature des matériaux, la législation du travail, ou telle profession précise, se trouvera prêt à une seule tâche ; le fils du bourgeois se trouve instruit de tout par le bachot, et aussi propre à toutes les tâches ; — enfin le prolétaire soumis à la discipline syndicaliste aura l'esprit chargé de matière — (de savoir) et sans forme, alors que le bourgeois l'avait peu encombré de matière (de savoir) mais d'une forme pure.

Je me défends d'être ironique. Je considérerais cette opposition comme une calamité. J'ai dit assez que dans le syndicalisme je voyais la civilisation pour m'arrêter si l'on me prouvait que le syndicalisme appauvrit l'homme.

Mais j'ai de bonnes réponses à faire.

D'abord : — la bourgeoisie offre-t-elle au prolétariat quelque chose pour rendre inutile cette éducation syndicale ? L'enseignement primaire n'en peut pas tenir lieu ; l'enseignement primaire supérieur n'est pas sérieux, il est donné à très peu d'écoliers : l'enseignement secondaire n'est ouvert aux fils des travailleurs que par une porte étroite, et il les mène aussi directement que possible à renier le travail. L'éducation secondaire syndicale est la seule qui puisse convenir aux adolescents prolétaires.

Et surtout c'est la culture même qu'il faut étudier ; c'est l'idéal sourd et secret que les bourgeois, d'une part, que les syndicalistes, d'autre part, se font (et déjà les noms se contredisent) d'un *pauvre* ou d'un *travailleur* qui soit un *homme.*

A la culture politique s'oppose une culture ouvrière. L'une voulait faire avec des livres des citoyens, l'autre avec des syndicats veut faire des producteurs.

Le citoyen se tenait vertueux dans une attitude assez robespierriste : solitaire et incorruptible, il lisait, méditait ou votait ; il acceptait la vie avec une explosion de phrases, ou il la renonçait en silence.

S'il inscrivait parfois un sombre cri sur un drapeau : — Vivre en travaillant, mourir en combattant !, — c'était pour trois jours, tous les trente ans. Et ses professeurs l'arquebusaient avec chagrin, pour lui apprendre.

Le producteur a plutôt l'air dantoniste ; il ne s'enthousiasme pas trop de la vie intérieure ; et s'il médite, c'est beaucoup à la fois et par grandes masses. Il ne vote pas ; et parce qu'il agit on ne peut dire, ni qu'il accepte, ni qu'il renonce.

Il n'aime que la lutte, et sa devise à lui serait :

— Vivre en combattant ! — car sitôt fusillé il ressuscite.

Le citoyen pauvre avait reçu du citoyen riche, à l'école et plus tard dans la presse et plus tard encore à l'université populaire, « une aumône intellectuelle ». (Délicate expression de Lamartine.) Il disait merci. On le voyait trotter comme un brave petit cul-de-jatte sur les sentiers éloignés de la civilisation.

Le producteur n'accepte plus l'aumône du capitaliste, d'abord comme trop petite, aussi parce qu'il en suspecte et le titre et l'effigie. Dans l'usine, au chantier, aux séances du Syndicat, aux délibérations de la Bourse, dans le tumulte de la grève, il a découvert son trésor à lui.

Son trésor : la jeune foi syndicaliste : — ce profond savoir obtenu par des travailleurs au moyen de leur travail ; — cette incomparable réalité de la sueur et du pain, de la matière et de l'outil, de l'intelligence incorporée à la force ; — je voudrais dire toujours davantage ! — cette communion profonde comme le baiser entre l'homme et le monde ; — ce mystère où le héros étreignant la nature engendre une nature seconde, la société capable de justice...

La jeune, la vieille foi socialiste ; (excusez-moi si je ne l'exprime pas comme vous l'exprimez) — ce principe et cette conclusion, que la Civilisation et la Production, que la Civilisation et le Travail sont une seule chose.

La foi n'est évidente qu'au cœur. — A qui voudra chicaner, j'accorderai que pour « démontrer » cette évidence, il faudrait considérer la science, l'art, la religion même ainsi que des formes du travail (ce qui n'est pas absurde) ; — mais

aussi (ce qu'on trouvera plus dur) exclure de la civilisation la fameuse culture désintéressée, le luxe, le dilettantisme et toutes les formes de la jouissance.

Car l'homme n'est pas venu parce qu'il a joui, mais parce qu'il a créé ; — et de même il n'est pas venu pour jouir, mais pour créer.

Mars 1912

A. THIERRY, *La Vie ouvrière*, n° 63, 5 mai 1912.

3. Réflexions dernières

Griffuelhes fut la grande personnalité du syndicalisme à partir de la mort de Pelloutier. Sa démission forcée, en 1908, n'a pas mis fin à ses activités et à son influence ; on peut écrire cependant que son rôle historique était terminé. C'est pourquoi ces réflexions ultérieures sur le sens de l'engagement militant paraissent assez désabusées.

J'avais fini la série de mes réunions. J'avais augmenté « l'amas » d'impressions recueillies ici et là. J'avais eu l'occasion, durant les heures de voyage, de refaire par la pensée des pérégrinations précédentes. J'avais fortifié en moi les convictions anciennes, le désir d'autonomie, d'indépendance, la valeur de l'effort personnel, la nécessité d'une action toujours accrue.

A mon esprit était apparue plus nettement, plus clairement que jadis l'incompatibilité existant entre l'action syndicale et l'action politique électorale et parlementaire. Là où la vie électorale est active, il y a un mouvement syndical faible. C'est que l'une gêne l'autre ; c'est que le mouvement ouvrier, pour acquérir force et puissance, doit s'exercer sans autre limite que ses ressources et ses moyens. Or, l'action électorale tend à la réduire, à l'affaiblir, parce que les manifestations ouvrières, en éclatant, mettent à nu

la valeur du pouvoir municipal. Celui-ci ne peut durer que s'il agit dans le cadre des possibilités communales, enfermées entre le caprice du pouvoir central et les intérêts d'une clientèle électorale bigarrée, hétérogène.

Issoudun, Montluçon, Limoges, Bordeaux — pour ne citer que ces villes —, attachées à la politique militante, présentent des organisations affaiblies, diminuées, impuissantes à créer un mouvement social fait d'une fermentation continue, de sursauts et de luttes. Nulle ou peu de vibration qui se répercute et s'étend ; nul ou peu d'enthousiasme qui stimule et fait agir ; nul ou peu d'élan qui éclate et qui entraîne. Il y a des organisations figées, un mouvement qui se traîne. Mais il y a, en revanche, des divisions politiques, comme à Issoudun, des situations électorales, comme à Montluçon, des ambitions politiques, comme à Limoges, et des débandades, fruit de la politique, comme à Bordeaux.

Est-ce dire que là où n'existent pas de chances électorales le mouvement soit parfait ? Non. Je constate que dans la plupart des villes où se rencontrent ces chances il y a peu d'activité ouvrière.

Une autre impression déjà ancienne s'est renforcée en moi. Elle est, à mes yeux, d'une grande valeur, car elle permet de mesurer la route parcourue et celle qui reste à parcourir.

En général, le travailleur n'est pas devenu meilleur, il reste avec tous ses défauts comme avec ses qualités. Pris en soi, seul, lorsqu'il est livré à lui-même, l'ouvrier n'a fait aucun progrès ; groupé, aggloméré, il est autre. C'est que chez l'homme il y a deux personnes : celle qui ne se livre pas et celle qui se donne. La première est égoïste, personnelle ; la seconde est sensible, solidaire, impressionnable. Celle-là vit en elle-même et pour elle ; celle-ci vit pour la foule, pour la société. Il y a une différence entre l'homme pris chez lui et l'homme pris en collectivité. Voyez l'ouvrier à l'atelier, voyez-le à la réunion de grève. Il y a lutte, souvent dualité, opposition. Pourquoi ? Question délicate et compliquée.

Il en est ainsi parce que le milieu social s'améliore selon

une cadence plus accélérée que l'homme ; c'est parce que l'atmosphère se purifie pour influer sur nous. Nos poumons respirent plus aisément, les jeux de nos organes sont plus souples. Mais nos poumons ne respirent et nos organes ne sont souples que parce que nous faisons partie d'une collectivité, et que tout progrès influe sur elle pour n'influer qu'ensuite sur nous.

Pour en juger, comparons 1899 et 1909 ! Voyez la différence. Quel chemin parcouru ! De cette différence j'ai pleinement conscience. De la différence existant en nous entre ces deux dates, je n'ai aucune notion.

C'est pourquoi il m'est impossible de prononcer un jugement complet sur les menus faits constatés et vus. Ce que je puis dire, c'est que les incidents flétris hier par l'opinion publique sont tolérés aujourd'hui pour être désirés demain ; c'est que les idées, hier réprouvées, sont comprises aujourd'hui pour être partagées demain ; c'est que le syndicat, encore inconnu et méprisé hier, est accepté aujourd'hui pour, demain, être partie intégrante de notre vie et de nos institutions, comme le sera l'action syndicale et toutes ses manifestations : grève calme ou violente, grève générale pacifique ou meurtrière, révolutionnaires quand même l'une et l'autre.

Au-dessus des hommes, et souvent malgré eux, l'idée chemine, fait sa trouée, s'impose et s'implante ; de même la lutte pour un meilleur avenir pénètre, conquiert, détruit pour construire.

C'est cette œuvre qui trop lentement s'accomplit. C'est à elle que nous nous donnons, n'ayant qu'une ambition ; c'est d'aider chacun de nous à la réalisation de progrès toujours plus vastes et plus profonds.

A parcourir les villes et à approcher les hommes, les déceptions s'amoncellent, mais on éprouve aussi bien des joies et n'est-ce pas elles qui font vivre ?

V. GRIFFUELHES, *Voyage révolutionnaire,* Paris, M. Rivière, s. d. [1910], pp. 57-60.

4. Notre syndicalisme

Raymond Péricat, militant important de la Fédération du Bâtiment, fut souvent poursuivi ; c'est en prison qu'il écrivit cet article, comme plus tard sa brochure : *Être un homme*. Il anima pendant la guerre le Comité de défense syndicaliste contre la majorité et créa un premier parti communiste, il participa ensuite au mouvement des comités syndicalistes révolutionnaires. Il fut un des fondateurs du Parti communiste et il en resta membre jusqu'à sa mort.

Le syndicalisme a pour but de relever le niveau moral et économique des travailleurs ; il lutte, d'une part, pour l'obtention des salaires meilleurs, pour la suppression du travail aux pièces et du tâcheronat ; s'il lutte pour obtenir, dans le travail, toutes les garanties de sécurité et d'hygiène, il n'oublie pas, d'autre part, que, pour conquérir ces améliorations économiques, il lui faut — malheureusement — davantage encore se débattre contre une partie de la classe ouvrière, attachée à la routine, aux préjugés du passé et du présent.

L'école républicaine et le gouvernement ne font rien, naturellement, pour élever le niveau moral de la classe ouvrière. L'instituteur peut préconiser la guerre à l'alcool et au tabac, il peut signaler le danger des jeux de hasard, il n'empêchera pas que l'État trouve intérêt à l'augmentation de la consommation de ces poisons, qu'il donne son haut patronage aux jeux de hasard sous prétexte d'encourager l'élevage et l'amélioration des races chevalines.

Donc, dans le syndicat et par le syndicat, guerre à l'alcool ! Guerre aussi à la surproduction dans le travail, à la procréation exagérée des enfants.

Les partis politiques, occupés qu'ils sont à grimper au mât de cocagne pour y décrocher les timbales électorales, négligent ou mettent à l'arrière-plan cette besogne indispensable d'éducation.

Nous devons préconiser à nos camarades des chantiers, des ateliers et des usines, non seulement la formation d'un bloc irréductible dans le groupement syndical, mais encore

l'amener à insuffler dans ce bloc des forces physiques, son complément indispensable, la force morale.

A quoi servirait le recrutement des milliers et des milliers de camarades s'ils venaient simplement à l'organisation jeter dédaigneusement le franc de cotisation ? Quelques-uns, hélas ! le font uniquement pour se mettre à l'abri des représailles ; un grand nombre croient leur devoir accompli une fois leurs cotisations versées.

Des cotisants qui sont incapables d'un acte de solidarité, d'un geste d'énergie ou n'agissent que sous l'influence de la boisson, ne sont pas des syndiqués intéressants.

Des syndiqués qui travaillent comme des brutes, qui s'alcoolisent, sont des éléments néfastes pour leurs organisations.

Des syndiqués incapables, au travail, de ressentir, ne serait-ce que de la pitié pour leurs vieux camarades de peine qu'ils écrasent sous l'orgueil de leur surproduction, des syndiqués qui maltraitent leurs jeunes manœuvres et apprentis et oublient qu'ils ont un père ou un fils à qui des brutes comme eux font supporter, avec la misère de l'exploitation capitaliste, le poids des préjugés d'ouvriers égoïstes, méchants, orgueilleux, sans éducation, sont de tristes recrues.

Des syndiqués qui réclament pour eux des augmentations de salaires, des journées de labeur plus courtes, en un mot des conditions pécuniaires et morales de travail meilleures et qui tiennent leurs compagnes dans la servitude du foyer conjugal ; des syndiqués qui ne savent ou ne veulent pas aider leurs compagnes à s'affranchir des préjugés par l'éducation, qui ne les invitent pas à s'organiser pour sortir de la situation inférieures où elles se trouvent placées à la fois par la Loi, par leurs propres préjugés et par les nôtres, manquent à leur devoir.

Pour supprimer l'esclavage dans le travail, il faut le faire disparaître du foyer.

Le syndicalisme n'aura les forces réelles et nécessaires de révolution, de transformation sociale, il ne sera à la hauteur de son rôle que le jour où tous nous aurons compris qu'à

côté du mercantilisme outrancier des revendications pécuniaires dans lequel la masse égoïste essaye non seulement de nous confiner, mais de nous maintenir, il faut encore accentuer notre propagande d'éducation morale.

Recrutons des syndiqués, oui ! Mais formons des hommes, ouvrons les cerveaux.

Luttons dans le présent, mais préparons l'avenir, en nous éduquant, en éduquant nos femmes et nos enfants.

Que la charrue syndicale passe et repasse dans l'immense champ de la routine, de l'ignorance et des préjugés ! Dans les sillons nouveaux, à larges brassées, jetons la semaille pour que naisse enfin une classe ouvrière régénérée et consciente.

R. PÉRICAT, *La Bataille syndicaliste,* 12 octobre 1911.

5. Les bandits

Ce tract est d'un poète-ouvrier inconnu et probablement schizophrène étant donné sa recherche des complications typographiques. Il peut être daté de 1912. S'il n'y avait plus à ce moment une grande sympathie entre le syndicaliste et l'anarchiste illégaliste, une solidarité de victimes est établie entre eux par le poète. Les syndicalistes de Draveil et la bande à Bonnot sont atteints par les mêmes balles, les vrais bandits sont les renégats. les apostats de l'extrême-gauche, passés à la droite : Clemenceau, Briand, plus près de nous Laval, bien plus haïs que les politiciens modérés ou conservateurs restés constants dans leurs opinions. Cependant, c'est Poincaré qui était président du Conseil pendant la destruction de la bande à Bonnot.

Sacré bon Dieu ! mais où va-t-on ?
Dans quel siècle aujourd'hui vit-on ?
Au plus loin que la vue se porte.
Je n'aperçois que des cohortes
Qui, toujours les armes à la main,
Sèment la ruine et la mort en chemin.
Peuple, debout ! Peuple, debout !
Y a des bandits partout, partout !

Regarde là-bas ! au pied de la tribune,
Cette gueule renfrognée de chien policier ;
Cet autre à côté, taillé en hercule,
Ce sont deux bandits très bien associés.
A *Draveil-Vigneux*, à la *porte de Flandre*,
Ils firent massacrer hommes, femmes et enfants.
De ce crime, au peuple, un compte faudra rendre :
L'un est *Clemenceau*, l'autre c'est *Briand*.

Regarde, là-bas, ce vautour rapace,
Proprio cynique, qui jette au trottoir
Une mère de famille, victime d'une caste
Qui n'a rien produit, mais veut tout avoir,
Et, un peu plus loin, cet ignoble flic
Maltraitant un gueux qui, crevant de faim
Et ne touchant rien d'l'Assistance publique,
Chez un boulanger, a volé un pain,
Il s'ra condamné, en correctionnelle,
Par un justiciar au ventre doré ;
Car l'un est un gueux, l'autre a l'escarcelle :
Où est le bandit ? A vous de juger !

Mais qu'est-ce donc encore ? Les clairons sonnent
Et tous les tambours battent « aux champs ! »,
Et le glorieux drapeau d'NARBONNE[1]
Défile devant les régiments.
Fils du peuple, debout, la racaille !
Aujourd'hui, c' n'est pas à *Berlin*
Mais au *Maroc*, tous à la bataille
Pour engraisser et bandits et requins !
Étienne, Krupp, Schneider, Poincaré
Ont des canons à vendre ; en somme,

---

1. L'allusion n'est pas claire : les 19 et 20 juin 1907, pendant les grèves de la viticulture, la répression menée par le 10e cuirassier et le 139e de ligne fit de nombreux morts ; mais à partir du 20, le 17e d'infanterie se mutina.

Nos braves à trois poils D'AMADE[1] et *Lyautey*
Veulent aussi croquer à la pomme :
L'incendie, le vol et l'assassinat,
Telle est la logique des conquêtes.
N'assimilons pas ces gens-là
A *Bonnot,* Garnier ou Valet !
Car enfin, logiquement parlant,
Rendons aux derniers cet hommage :
C'est qu'ils moururent en combattant
Un contre mille et davantage !

LA CURÉE

Minuit, heure fatale pour le crime,
Et les deux bandits assiégés
Se rendent compte que leurs crimes
Sont bien près par eux d'être expiés !
Ils ont une compagne : *MARIE VILLEMAIN (Sic)*
Devant les hordes policières,
Ils la font sortir dans un geste humain,
Voulant mourir seuls dans leur tannière,
La mélinite fait son effet :
La maison saute avec fracas,
Et les malheureux, Garnier et Vallet, (*sic*)
Tombent criblés de balles parmi les plâtras[2].
Alors, on vit ce fait typique,
Ne risquant plus rien devant deux morts,
La foule hideuse et hystérique
Mordant et piétinant leurs corps.
Peuple, debout ! Peuple, debout !
Car des bandits, y en a partout !

FRANCK-CŒUR.

Tract. Collection particulière.

---

1. Albert d'Amade (1856-1941), commandant du corps expéditionnaire français au Maroc.

2. A Nogent-sur-Marne, le 14 mai 1912. Bonnot avait été abattu le 29 avril, à Choisy-le-Roi. L'orthographe correcte est Valet. Marie Vuillemin était la compagne de Garnier.

6. Eschatologie : une économie médiévale, une guerre bactériologique

I. L'ORGANISATION DE LA PRODUCTION

Le dernier texte extrait d'un roman d'anticipation écrit par deux importants militants syndicaux et anarchistes qui veulent dépeindre le grand soir exprime involontairement les limites du syndicalisme, par le détour de l'utopie. La grève générale aboutit à une guerre de classes qui pourrait avoir été conçue par Jules Verne, elle débouche sur une vie économique qui procède d'un passé anachronique. Poursuivant le rêve politique et social d'un royaume de justice établi sur la terre par le moyen apocalyptique de la grève générale, les anarcho-syndicalistes défendaient en réalité les rapports précapitalistes de la production. Ils étaient donc les héritiers directs de la sans-culotterie qui avait présenté les mêmes contradictions et étaient ainsi des continuateurs des révoltes populaires d'un passé qui remonte très loin.

Ces incidents entravèrent peu la réorganisation des modes de travail. Les usines étaient dénombrées, leur rendement possible était supputé, — ainsi que le nombre d'ouvriers de la corporation. Après quoi, les syndicats dressaient la statistique des produits qui se pouvaient manufacturer dans un temps donné ; ils indiquaient aussi les quantités de matières premières diverses proportionnellement nécessaires. Ces renseignements, il les transmirent à leur Fédération corporative et à leur Bourse du Travail qui, désormais, étaient les centres où devaient se condenser les statistiques pour la production et la consommation. Là, allaient affluer les offres et les demandes ; de là allaient rayonner les indications sur l'utilité de produire en plus grande quantité tels ou tels objets, plus demandés que tels autres ; de là, allaient parvenir les indications pour diriger sur tels ou tels points matières premières et produits manufacturés.

Un effet immédiat de la réorganisation fut de modifier l'absurde système de production incohérente et désordonnée, tant pratiquée en régime capitaliste. Autrefois, l'industriel produisait souvent en aveugle, sans être fixé sur la possi-

bilité d'écoulement des marchandises manufacturées par les ouvriers travaillant pour lui ; à l'avenir, on produirait à coup sûr, avec la certitude de répondre à un besoin.

Une autre modification, profonde et d'importance extrême, fut d'apporter dans la production une loyauté jusque-là inconnue : on produisait pour l'usage et non pour la vente, pour l'utilité et non pour le gain. De ce fait disparut le sabotage abominable, qui avait été en honneur à tous les degrés de l'échelle industrielle et qui avait enrichi tant de de patrons et fournisseurs sans scrupules : les marchandises défectueuses, mauvaises, frelatées, falsifiées, la pacotille et la camelote furent éliminées.

Pourquoi eut-on perdu un temps précieux, gaspillé des matières premières à de telles productions ? C'était bon précédemment, alors que le bien de l'un était fait du malheur des autres. Aujourd'hui, c'était l'opposé ; les intérêts des producteurs étaient identiques et ils étaient soudés à ceux des consommateurs ; nul n'avait donc profit à tromper, ni à voler son semblable.

Cette tendance à la franchise et à la bonne foi dans les rapports économiques, ce mépris du mensonge, ce dédain de l'esprit de lucre, se manifestèrent dès les premiers instants. Ils allaient s'accentuer encore, — et ce, d'autant plus qu'ils n'étaient pas le résultat d'une culture individuelle, mais qu'ils découlaient de la structure sociale elle-même.

Il n'y eut pas de formule rigide et sectariste dans les méthodes de réorganisation du travail ; il fut tenu compte des tempéraments et des affinités. Il y eut des variantes, selon qu'on se trouva en présence, soit de grandes ou moyennes usines, soit de survivances de l'artisanerie. Une fois la prise de possession opérée, lorsque certains compagnons manifestèrent le désir de travailler en artisans, isolément, il ne fut pas fait opposition à leurs préférences. De même, la formation des équipes de travail, dans les grandes et les petites installations, ne résulta pas d'injonctions arbitraires, mais de l'entente entre camarades, du recrutement mutuel. De même, il fut procédé à la répartition des fonctions diverses par délibérations et accords des équipes intéressées.

Comme les besognes de coordination, d'organisation directrice et de spécialisation n'allaient procurer à qui en aurait charge aucun bénéfice supérieur, les compétitions furent réduites au minimum et les choix furent souvent judicieux. Au surplus, dans la société bourgeoise, la classe ouvrière s'était déjà familiarisée avec cette sélection des compétences, par la pratique du travail en commandite et par le fonctionnement des coopératives de production, à base communiste, qui s'y étaient fort développées.

Les résistances patronales étaient brisées, purement et simplement, quand elles venaient de gros industriels ; au contraire, on y mit des formes, on usa de persuasion vis-à-vis des petits ou moyens patrons. A ceux-ci on démontra que la socialisation allait les alléger du tracas des affaires, de la chasse aux commandes, des craintes de la faillite. Ceux qui s'obstinèrent à végéter suivant les anciens modes furent tenus à l'écart ; on les laissa vivre en marge, à leur guise, avec tous les désavantages de l'ancienne société. Comme on ne manquait pas d'outillage, on dédaigna le leur, qu'ils ne purent que très imparfaitement mettre en valeur, faute d'ouvriers disposés à travailler à leur compte.

A côté de ces entêtés, beaucoup — patrons, entrepreneurs, ingénieurs, — s'essayèrent à l'adaptation. Sacrifiant ce qu'avait de factice leur existence antérieure, ils se soumirent à la vie simple qu'allait être, pour eux, l'existence dans le le milieu nouveau. Pour calmer leurs regrets, ils argumentèrent : « Supposons que j'aie fait faillite, que je sois ruiné. Il me faudrait travailler pour vivre... C'est ce qui m'arrive, avec cette différence que je suis ruiné en compagnie... ».

Or, étant donné que l'être humain a une plasticité considérable, qu'il s'adapte vite aux conditions, aux milieux, aux climats les plus divers, ces « ci-devant » plastronnés d'optimisme, se modelèrent à la vie nouvelle, vivant des heures douces, découvrant des satisfactions et des joies dont ils avaient ignoré la saveur, au cours de la vie artificielle, même excessivement fastueuse, qui avait pu être la leur dans l'Ancien Régime...

II. Complications extérieures

La profonde secousse sociale qui transformait si complètement la physionomie de la France avait eu sa répercussion dans l'Europe entière. Les peuples, incités par l'exemple de la classe ouvrière française, aspiraient à marcher sur ses traces.

Chez les nations latines, la royauté avait été jetée bas, et Espagnols et Italiens s'efforçaient de brûler les étapes, afin que leur révolution ne soit pas restreinte à une simple modification gouvernementale et pour qu'elle acquière le caractère social qui, seul, pouvait la rendre féconde. Dans les pays saxons, la foi en la grève générale étant moins ardente, les peuples hésitaient à se lancer dans l'aventure.

Les gouvernements qui étaient encore debout, redoutant de ne pouvoir comprimer indéfiniment la poussée émancipatrice, en haïssaient d'autant plus la révolution. Entre eux et le régime nouveau qui s'instaurait en France, les relations diplomatiques avaient été rompues, dès la première heure. C'était normal. Il ne pouvait guère y avoir contacts et rapports entre les organismes économiques, issus de la révolution, — et les excroissances politiques qu'étaient les États, aussi bien monarchiques que démocratiques.

Il y avait bien, en France, au sommet du réseau syndical le Comité confédéral, formé par les délégués des organisations fédératives. Seulement, l'eût-on voulu, qu'il n'y avait pas d'équivoque possible : ce comité ne pouvait faire figure de gouvernement. Ce fut cependant devant lui que s'évoqua la question des relations diplomatiques avec les gouvernements étrangers. Les maintiendrait-on ? Il fut conclu par la négative. Par contre, il fut convenu de raffermir et de développer les relations antérieurement existantes entre les fédérations et les confédérations ouvrières de tous pays. Ces décisions avaient reçu l'unanime approbation du congrès confédéral...

... Tous les délégués abhorraient la guerre avec une intense passion. Ils en avaient la haine, — et aussi l'épouvante. Ils la redoutaient, non seulement pour les maux effroyables qui lui font cortège, mais encore — et surtout ! — pour ses pernicieuses conséquences. Ils voyaient en elle un torrent de barbarie qui risquait de ravager la belle harmonie naissante.

Et pourtant, on ne pouvait laisser écraser la révolution ! Il fallait la défendre !

Mais comment ?

Après d'angoissantes discussions, le Congrès rejeta le projet de défense militarisée, qui eût impliqué un retour vers l'Ancien Régime. Il considéra que ce serait acheter trop cher la victoire, s'il fallait la devoir à une armée régulière, reconstituée pour la circonstance. Il ne voulut pas, pour se garer d'un péril extérieur, se créer un redoutable péril intérieur.

Il fut donc décidé de ne pas recourir au système ancien, qui consistait à opposer des masses armées et à les précipiter les unes contre les autres. On convint de faire front aux attaques extérieures par une guerre en ordre dispersé, — qui ne serait pas une vulgaire guerre de guérillas, mais une lutte inexorable et sans pitié. Il s'agissait de mettre à profit, pour la défense, les dernières découvertes scientifiques, — en faisant, sans scrupules, litière du prétendu droit des gens.

On partit de ce principe que, plus terribles pourraient être les expédients auxquels on aurait recours, plus efficaces ils seraient, et plus courte serait la guerre.

Des commissions spéciales, composées de techniciens énergiques et audacieux, se mirent à la besogne. La plus grande latitude leur fut laissée et les moyens auxquels ils allaient avoir recours, dont ils posèrent les données, furent approuvés par le Congrès.

Après avoir paré aux mesures de salut public qu'imposaient les menaces de réaction extérieure, le Congrès tint à affirmer son inébranlable confiance en l'avenir par une décision qui prouverait la fécondité de la révolution. Une enquête précise,

ayant démontré qu'en tenant compte des réserves nécessaires, le niveau de la production dépassait très largement le niveau de la consommation et qu'il pouvait être satisfait à celle-ci avec un temps de travail beaucoup plus réduit, le taux moyen de la journée fut ramené à six heures, au lieu de huit.

Cette décision, en un pareil moment, prouvait combien les confédérés étaient sûrs d'eux-mêmes ; quelle foi était la leur et combien peu les émotionnaient les préparatifs d'invasion qui, en peu de jours, allaient peut-être mettre leur œuvre en péril.

Avec une activité qu'imposait l'éventualité des événements, les Commissions de défense commencèrent leurs travaux. Elles n'avaient d'ailleurs guère à innover. Il leur suffisait de préparer la mise en application de découvertes déjà connues, — même par le gouvernement ancien, qui n'avait osé songer à leur application, parce qu'il les jugeait trop redoutables.

L'une de ces commissions s'occupa de l'utilisation des ondes hertziennes. Déjà, en 1900, Gustave Lebon avait indiqué tout le redoutable parti qu'on pouvait tirer de leurs propriétés ; ce savant annonçait alors que, dans un avenir proche, il serait possible de diriger, à distance, sur les vaisseaux de guerre, des faisceaux électriques assez puissants pour provoquer spontanément l'explosion des obus et des torpilles accumulés dans leurs flancs ; qu'il serait également possible d'obtenir — toujours d'un point éloigné, — la déflagration de la provision de poudre et d'obus contenue dans une forteresse ; celle des parcs d'artillerie d'un corps d'armée et celle des cartouches métalliques des soldats dans leurs gibernes. Quelques années plus tard, à la suite de la catastrophe du cuirassé *Iéna*, un savant de La Seyne, M. Naudin, passait de la théorie à la pratique, et, pour le compte du gouvernement, il réalisait le premier les prévisions de Gustave Lebon : en 1908, il parvenait à faire exploser à distance une caisse de poudre.

On était arrivé, dans cette voie, à des réalisations stupéfiantes et d'une puissance incomparable : on parvenait

à faire déflagrer, avec une précision mathématique, — et à distance, — des amas de matières explosibles, enfouies dans le sol ou enfermées dans les cales des navires. La commission vulgarisa cette formidable découverte et, de suite, on construisit en quantité suffisante les appareils de radio-détonation, afin d'être prêts à tout événement.

Dans le même ordre de faits, la commission appliqua à des torpilles aériennes les procédés de direction, par les ondes hertziennes, appliqués déjà aux torpilles sous-marines. On construisait une flotille d'aéroplanes pouvant, chacun, emporter quelques centaines de kilos d'explosifs qui, par un déclenchement radio-automatique, seraient précipités à terre au point voulu.

Ces torpilles aériennes étaient actionnées par un moteur à essence et dirigées dans les airs avec le clavier Gabet : l'opérateur, installé à plusieurs kilomètres du but à atteindre, lançait l'aéroplane télé-mécanique et, appuyant sur les touches du radio-combinateur, il le faisait manœuvrer, virer, aller en avant, en arrière. Quand l'appareil était parvenu au point fixé, l'opérateur appuyait sur une touche spéciale du clavier et la provision d'explosifs de la torpille aérienne était détachée.

Cet engin avait une supériorité redoutable : lorsqu'il planait au-dessus d'un camp, la plus grande des imprudences, pour l'armée qu'il menaçait, était de chercher à arrêter sa course... ce qui ne pouvait avoir qu'un résultat, — hâter la catastrophe explosive !

Une commission d'études chimiques et microbiennes s'adonna à des travaux de protection, dans un ordre différent, — mais dont on devait attendre des résultats plus terrifiants encore : il s'agissait d'infecter les armées d'invasion, — bêtes et gens ; de leur inoculer la peste, le typhus, le choléra... et ce, en les contaminant grâce à des préparations redoutables, saturées des bacilles pathogènes de ces virulentes maladies épidémiques. Toutes les précautions furent prises pour se garer des répercussions fâcheuses, grâce aux sérums préservatifs et guérisseurs dont on disposait.

La mise en pratique de cet effrayant moyen d'extermi-

nation fut combinée de diverses manières, — soit en répandant dans les eaux, que devraient forcément boire les armées d'invasion, des produits gélatineux ou autres, ensemencés de bacilles, — soit en lançant sur l'armée ennemie, du haut d'aéronefs montés, ou par le moyen des aéroplanes radio-dirigeables, des bombes en verre qui exploseraient en éparpillant avec violence des fines aiguilles dont la piqûre inoculerait les bacilles infectieux.

Ces procédés de défense et d'extermination étaient, nous l'avons dit, connus antérieurement. Mais les gouvernements s'étaient toujours refusés à en envisager sérieusement l'application. Ils entendaient garder, même sur les champs de bataille, des apparences de civilisation... des apparences seulement ! Car il y avait davantage de véritable barbarie à lancer des milliers d'hommes les uns contre les autres, qu'à employer ces redoutables procédés.

Grâce à ces moyens, la guerre fut devenue impossible ! Or, les gouvernements tenaient à conserver la guerre, — car la peur de la guerre était, pour eux, le meilleur des artifices de domination. Grâce à la crainte de la guerre, habilement entretenue, ils pouvaient hérisser le pays d'armées permanentes qui, sous prétexte de protéger la frontière, ne menaçaient, en réalité, que le peuple et ne protégeaient que la classe dirigeante.

Le jour où on eût su qu'une poignée d'hommes décidés pouvaient s'opposer à la violation d'une frontière, — ce jour-là, l'opinion publique eût imposé la suppression des armées permanentes. Pour éviter d'être acculés à cette alternative, les gouvernements tinrent secrètes et étouffèrent le plus qu'ils purent les inventions qui eussent permis à un peuple de protéger son indépendance territoriale, grâce à la science — et mieux qu'avec une armée.

Ce qu'avaient refusé d'envisager les gouvernements, les confédérés allaient le tenter : sans armée, sans se battre, — rien que par l'action d'une infime minorité, — ils allaient rendre leurs frontières inviolables !

Les procédés de défense auxquels ils allaient avoir recours, les confédérés décidèrent de ne pas les tenir cachés. En les

rendant publics, les gouvernements seraient avisés de la réception qu'on préparait aux envahisseurs. Il y avait, en outre, à cette publicité un autre avantage : celui de faire connaître aux masses populaires de l'étranger qui consentiraient à coopérer au crime d'invasion à quels risques elles s'exposaient.

Des manifestes, en toutes langues, furent donc lancés, avisant que, dorénavant, il était constitué à la frontière française une zone dangereuse, qu'il était interdit à toute bande armée de franchir sous peine de mort.

E. PATAUD et E. POUGET, *Comment nous ferons la Révolution*, Paris, Librairie Tallandier, s. d. [1909], pp. 150-157, 245-253.